

« Les fédérations de foot ont un pouvoir et une influence »

Max Tunon jette un regard pragmatique sur le Qatar. Le chef du bureau local de l'Organisation internationale du travail collabore avec les autorités pour améliorer les conditions de travail avant le Mondial.

ENTRETIEN

PAULINE HOFMANN
LORRAINE KIHIL

Il y a deux sons de cloche. Après les scandales à répétition sur l'organisation du Mondial 2022 au Qatar, l'émirat l'assure : les conditions de travail se sont améliorées (sur les chantiers, mais pas seulement). Pour les ONG comme Amnesty international ou Human Rights Watch, les nouvelles lois sont loin d'être appliquées. Les travailleurs migrants subissent encore des abus de la part de leur employeur, il leur est en plus très difficile de se retourner contre eux. Entre ces deux camps, on retrouve l'Organisation internationale du travail (OIT) et le chef de son bureau au Qatar, Max Tunon. De passage à Bruxelles, il dresse un bilan réaliste des avancées du Qatar. Et regarde le (long) chemin qui reste à parcourir.

A moins de six mois du Mondial et douze ans après son attribution, les abus sur le marché du travail ont-ils cessé ?

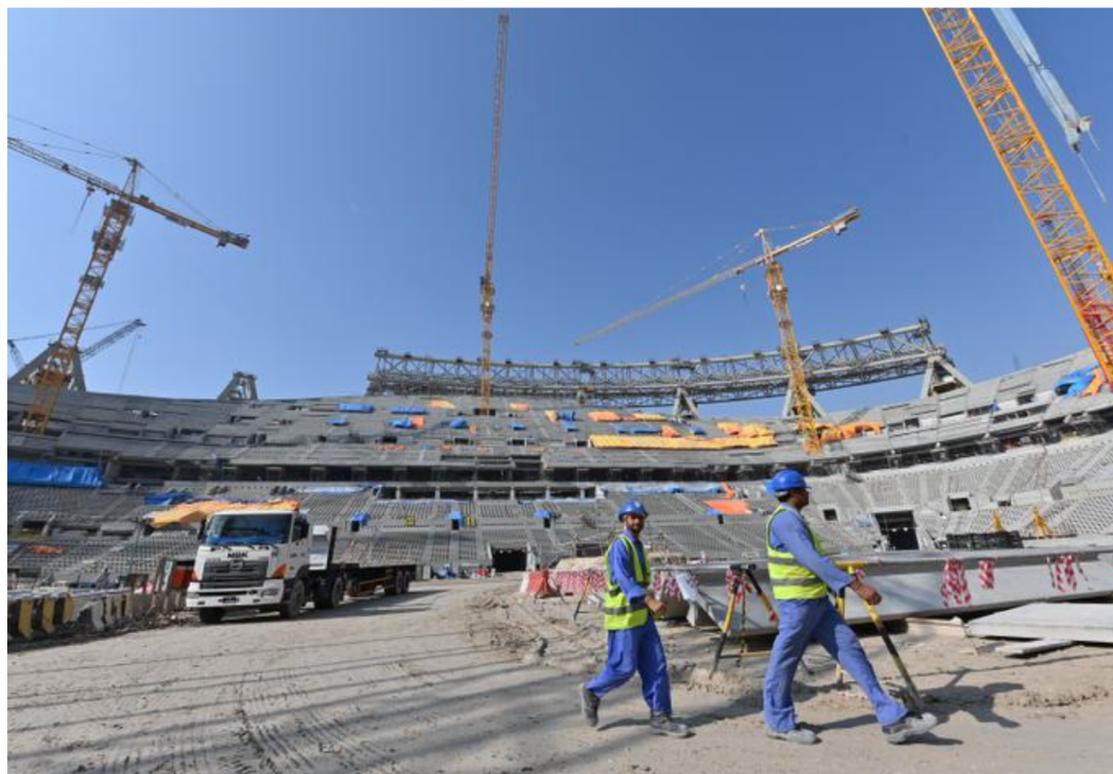
En 2014, les syndicats ont déposé plainte auprès de l'OIT. Ils estimaient que le Qatar ne se pliait pas aux standards internationaux, notamment sur le travail forcé et l'inspection du travail. Le système de kafala contribuait à ce que les conditions de travail relèvent de l'exploitation et empêchait les employés d'accéder à des mécanismes de plainte. Une série de négociations ont commencé et amené à un agenda de réformes. L'OIT a ouvert un bureau en 2018 au Qatar et la plainte a été close. Depuis 4 ans, nous assistons le gouvernement dans ces réformes.

Les négociations étaient difficiles ?

Oui, très. L'enjeu était de démanteler tout le système de la kafala qui ne régent pas seulement les relations de travail, mais représente une part majeure de l'économie dans la société au Qatar et plus largement dans le Golfe. Changer cette dynamique entre travailleur et employeur est l'aspect le plus important, c'est aussi le plus difficile car il y a eu énormément de résistances.

Vous seriez arrivé à ces accords sans la Coupe du monde ?

L'attention qui accompagne cette Coupe du monde a clairement accéléré les réformes. On a rarement vu un tel changement se produire si rapidement. Il y a encore quelques années, il était très difficile pour des travailleurs de formuler des plaintes ou se retrouver dans un espace public pour discuter de leurs droits.



L'attention s'est focalisée sur les travailleurs des chantiers du Mondial, mais les problèmes s'étendent bien au-delà.

© GIUSEPPE CACACE/AFP

Les yeux de l'OIT au Qatar



Depuis 2018, Max Tunon dirige le bureau qatari de l'Organisation internationale du travail, qui était auparavant absent du Qatar. Auparavant, cet originaire du Royaume-Uni et du Panama travaillait à l'autre bout du « tuyau », en Asie du Sud d'où sont originaires une majorité des travailleurs migrants dans l'émirat. Il s'est notamment spécialisé dans la migration des travailleurs.

L'environnement a changé. L'attitude du gouvernement est aussi beaucoup plus ouverte, avec des engagements constructifs.

Les réformes sont importantes, leur mise en œuvre est moins spectaculaire. Il y a un fossé entre les constats que vous posez et ce que rapportent les ONG...

La mise en œuvre des réformes ne se fait pas sans problème. Tout le monde ne peut pas en bénéficier à ce stade. Nous recevons encore trop de dossiers concernant des travailleurs empêchés de changer de job, des salaires payés en retard, des travailleurs n'ayant pas de jour de repos. Le bureau de Doha continue de recevoir quotidiennement des plaintes. Nous sommes d'accord avec les ONG sur toute une série de constats. Et, à vrai dire, nous leur fournissons souvent des informations. Là où nous ne sommes pas d'accord, c'est que nous contextualisons davantage, notamment s'agissant des progrès réalisés sur une période relativement courte.

Plutôt que le boycott, le dialogue et l'implication sont la voie à suivre

”

Que se passera-t-il une fois le Mondial terminé ?

L'OIT sera au Qatar au moins jusqu'à fin 2023. Et peut-être au-delà. Nous continuerons à travailler pour davantage de réformes, qui servent aussi des objectifs économiques internes, pas seulement le Mondial. Et puis, le Qatar organisera encore des gros événements, y compris sportifs. Ils ont déjà obtenu les Jeux asiatiques de 2030.

Cette Coupe du monde pose la question des standards internationaux. Doit-il y avoir de l'espace pour s'adapter aux réalités sur le terrain, aux choix des travailleurs ou sont-ils non négociables ?

Il existe des principes et des droits fondamentaux au travail. Mais nous devons également nous adapter pour atteindre ces objectifs dans les différents contextes nationaux. Si vous essayez d'imposer une administration du travail ou une législation d'un pays à un autre, ce ne sera pas durable. Nous parlons toujours d'une évolution plutôt que d'une révolution. Nous avons commencé lentement avec des travailleurs migrants élus au niveau de l'entreprise. Et c'est la première fois que nous avons vu cela dans la région. Nous avons établi ces comités mixtes entre travailleurs et employeurs dans 17 hôtels et cela se développe de semaine en semaine. Mais il s'agit d'un processus et la société doit nous suivre. Sinon, nous risquons une forte réaction contre les réformes.

Les autorités du football aiment à montrer leur travail sur l'éthique, tant sur la violence, l'homophobie, que sur le droit du travail. Font-elles réellement beaucoup ?

Nous avons travaillé avec de nombreuses fédérations. Elles ne savent pas comment appliquer leur devoir de vigilance. Or, elles ont un pouvoir et une influence. Nous avons mis en place un modèle avec la fédération danoise, essentiellement pour créer des comités mixtes dans les hôtels avec des représentants des travailleurs. Ainsi, les travailleurs pourront dire à la fédération ce qui se passe dans l'entreprise. Mais cela fait aussi partie de l'héritage des fédérations sur place.

La fédération belge est-elle une bonne élève ?

Elle est en tête de peloton. La Belgique est active : elle pose des questions et demande à être tenue au courant. Lorsque les fédérations seront au Qatar, elles pourront rencontrer l'OIT, le ministre

du Travail et le Comité suprême. Mais aussi les travailleurs dans leur hôtel, visiter leur logement.

Faut-il ou non boycotter ce Mondial ?

Au début, entre 2014 et 2017, le gouvernement du Qatar et l'OIT n'étaient pas d'accord sur la nature des problèmes et la manière de les résoudre. Et très peu de progrès ont alors été réalisés. Depuis 2018, grâce à l'implication et au dialogue, nous avons collectivement obtenu beaucoup de choses. Plutôt que le boycott, le dialogue et l'implication sont la voie à suivre.

« Difficile d'attribuer un décès au travail »

Un chiffre a beaucoup fait parler, il s'agit des 6.500 morts évoqués par *The Guardian*...

Il s'agit du nombre total de migrants d'Asie du Sud morts au Qatar sur une période de dix ans. Ce chiffre ne fait pas de distinction entre les décès liés au travail ou pas. Or, comme dans le reste du Golfe, cette population est énorme. Et les gens ne travaillent pas tous sur des chantiers, mais dans tous les secteurs économiques.

Mais vous avez des données fiables pour faire ces distinctions ?

C'est tout le problème. Lorsque *The Guardian* a publié ce chiffre, le gouvernement qatari n'était pas en mesure de répondre, faute de données. Désormais, dès qu'un ambulancier, infirmier, agent d'accueil d'un hôpital, reçoit un patient, il doit renseigner si la blessure est liée ou non au travail. En 2020, il y a eu 50 décès, 506 blessures graves et 37.000 blessures plus légères dus au travail. Mais cela ne dit rien de ce qui s'est passé depuis 2010... Au plus fort de l'activité, les sites de constructions ont rassemblé 35.000 travailleurs. Sur ces chantiers, les standards sont parmi les plus élevés du pays. Le problème se pose davantage pour les sous-traitants. Nous rejoignons les ONG sur le besoin d'enquêter sur les décès. Si quelqu'un tombe d'un toit ou d'un échafaudage, le lien avec le travail est évident. Dans d'autres cas, cela nécessite des recherches : les conséquences d'une insolation, de l'inhalation de poussière ou de polluant...

PHN ET L.K.

soir
mag
HISTOIRE

HORS-SÉRIE

Le Grand Quiz spécial
Belgique est de retour !



HORS-SÉRIE
EXCEPTIONNEL
6,50€

Disponible depuis ce mardi
31 mai en librairie ou sur
soirmag.be/boutique

boutique